



### **Les nouveaux locaux donnent la bougeotte**

Les nouveaux bâtiments biologie et LPA étaient bien nécessaires pour enfin quitter cette tour amiantée. Mais ça aurait été encore mieux de demander notre avis sur l'aménagement des salles. On aurait facilement pu faire remonter qu'il manque des prises électriques pour brancher tous nos équipements, ou que les tables sont si mal foutues qu'on est toutes et tous mal installées sur nos tabourets. Peut-être que la direction souhaite nous encourager à rester debout et battre le pavé pour réclamer des moyens décents ?

### **Il n'y a pas que le vieux qui prend l'eau**

Le nouveau bâtiment d'accueil du public devrait être livré très prochainement. On espère que la direction n'a cette fois pas radiné sur le bardage et les finitions, comme pour les bâtiments biologie et LPA, ou alors il faudra ajouter dans la liste du matériel recommandé pour une hospitalisation la serpillère et le parapluie !

### **Absentéisme, qui aurait pu prédire ?**

Ne m'appellez plus jamais Ehpad dorénavant je serai : Maison France Autonomie ! Joli tour de passe-passe destiné à cacher l'état du secteur : déficits massifs, pénurie de personnel et besoins croissants liés au vieillissement de la population. Une majorité des Ehpads publics sont en déficit financier. De plus ces établissements peinent à recruter car les métiers du secteur sont dévalorisés, avec un taux d'absentéisme trois fois supérieur à la moyenne nationale. Rien d'étonnant lorsque l'on sait que le secteur connaît un nombre d'accidents du travail deux fois plus élevé que dans le bâtiment et les travaux publics.

### **Neuille : la justice de classe en action**

Une infirmière syndiquée de l'Ehpad de Neuville a été relaxée après avoir subi une « procédure-bâillon » abusive par son ancien employeur. Face à des conditions de travail déplorables, elle s'est investie dans une grève de quatre mois avec le personnel soignant en 2022. La direction s'était alors acharnée à son encontre, jusqu'à réussir à la renvoyer. Quatre ans plus tard, la justice lui donne enfin raison. Mais quatre ans c'est long, et l'employeur n'est toujours pas inquiet pour ses divers abus ! Il ne faut bien compter que sur nous-mêmes pour améliorer nos conditions de travail.

### **Un autre exemple de justice de classe**

En Loire-Atlantique, des inspecteurs du travail ont constaté, après consultation des données, une diminution drastique de sanctions pénales à l'encontre des entreprises verbalisées pour infraction à la législation. Parallèlement, ils ont noté une augmentation des transactions discrètement effectuées entre le tribunal et les patrons. Ces marchandages d'alcôve affranchissent les entreprises d'un procès, qui s'acquittent d'une amende bien plus basse que n'aurait exigé la gravité des faits reprochés. Comparons cela au sort réservé à notre camarade syndicaliste de l'Ehpad de Neuville, dont la vie a été salement impactée, et à ses patrons qui dorment sur leurs deux oreilles... pour le moment.

### **L'enfermement arbitraire autorisé par la loi**

La loi Rodwell, adoptée à l'Assemblée nationale, s'inscrit, en France, dans une continuité historique d'enfermement dans des établissements psychiatriques de personnes jugées indésirables par la société ou leur famille. On pourra citer en exemple Camille Claudel, internée à la simple demande de sa famille, ou Jean-Pascal un militant écologiste de l'Hérault interné en 2012 sans consentement ni procès.

### **« Il n'y a pas d'argent magique »**

Le gouvernement n'a de cesse de le marteler pour justifier les hausses du forfait hospitalier, le non-remplacement des postes dans l'éducation nationale, les suppressions de maternité, etc. Il a dû cependant trouver la formule dans un vieux grimoire. Ainsi, il a réussi l'exploit de dénicher 300 millions d'euros par mois pour assurer le déploiement de troupes autour de l'Iran, aux prétextes d'un accord de coopération dans le domaine de la défense avec des pays du Golfe.

### **Aéroports de Paris : licenciements racistes**

Cinq salariés noirs ont été licenciés de l'entreprise de sécurité Watch Over qui officie à l'aéroport de Roissy. Leur tort ? Avoir dénoncé d'avoir été mis à l'écart par les responsables de l'entreprise lors du tournage d'un reportage pour TF1 en août dernier et remplacés par des salariés blancs jugés plus présentables à l'écran. La direction de l'entreprise de sécurité ne tolère pas qu'on dénonce le racisme.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ [npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacaen@npa-revolutionnaires.org)

📷 [npa\\_revo\\_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)